

Budget 2022 : loin des besoins

Alors que le ministre se targue d'avoir « augmenté les budgets de l'Éducation nationale comme ils ne l'avaient jamais été » – en reprenant à son compte les crédits de la rentrée scolaire 2017 décidés par son prédécesseur – son dernier budget sera en-deçà de ce qui est annoncé si on rapporte cette hausse à l'inflation. On est bien loin de la « poursuite d'une croissance forte des moyens » affichée pour 2022.

La « priorité » donnée à l'école primaire depuis le début du quinquennat va se traduire par zéro création d'emplois dans les écoles en 2022, alors que les réformes engagées vont se poursuivre : plafonnement à 24 élèves par classe en grande section de maternelle, CP et CE1, dédoublement des classes de grande section en REP et REP+, augmentation des décharges de direction. Or ces priorités sont consommatrices de postes, comme le montre la ventilation des moyens créés lors des précédents budgets. Sans création de postes, elles seront financées par redéploiement et notamment par des fermetures de classes.

Quant aux AESH, les promesses du Grenelle d'améliorer la reconnaissance professionnelle ne se traduisent par aucun engagement porté au budget 2022. Rien qui permettrait d'aller au-delà d'une première rénovation de la grille indiciaire, déjà rattrapée par la revalorisation du SMIC. Le ministre s'engage en paroles, mais sans se donner les moyens d'agir sur les temps de travail incomplets, les bas salaires ou encore l'absence de formation. Comme cette année, 4 000 emplois d'AESH seront créés mais ils suffiront tout juste à couvrir les besoins liés à l'augmentation du nombre d'élèves en situation de handicap.

Pour le SNUipp-FSU, ce budget passe à côté des priorités et des besoins réels de l'école pour résolument s'attaquer aux inégalités scolaires et garantir de meilleures conditions de scolarisation des élèves et de travail des personnels. Il élude le déficit en personnel enseignant dans le primaire dont le nombre d'élèves par classe est largement supérieur à la moyenne des pays de l'Union européenne, les actuelles difficultés de remplacement, le manque de formation continue et de personnels

spécialisés pour les élèves en difficultés, mais aussi les besoins spécifiques que la crise sanitaire a révélés.

Pour le SNUipp-FSU, c'est bien d'un plan d'urgence dont l'école a besoin, avec un engagement budgétaire pluriannuel ambitieux. Ce n'est décidément pas la voie choisie par Jean-Michel Blanquer qui laisse à son successeur la charge d'une rentrée 2022 s'annonçant déjà difficile !

Paris, le 21 octobre 2021